



HT 349

01002

TIC

A

Orb

17

1

Luxembourg, le 21 novembre 2005

Monsieur Humbert Drabbe
Directeur
DG Concurrence - Direction G
Aides d'Etat I
Commission européenne

B-1049 BRUXELLES

n. réf.: Ind. 654.05 RF-acl

Concerne: consultation publique sur des mesures visant à améliorer les aides d'État à l'innovation.

Monsieur le Directeur,

En date du 21 septembre 2005, la Commission a lancé une consultation publique sur des mesures visant à améliorer les aides d'État à l'innovation.

Je remercie la Commission pour ce document, qui recense une série de défaillances du marché pouvant entraver des niveaux d'innovation optimaux et examine comment les aides d'État peuvent contribuer à modifier les incitations à innover. Sur cette base, la Commission propose d'autoriser des aides ayant trait à deux types d'activités liées à l'innovation et présente ensuite six mesures concrètes visant à encourager l'innovation par des aides d'État.

Je me permets de vous soumettre les observations luxembourgeoises à l'égard des propositions de la Commission.

1. Je voudrais féliciter la Commission pour ce document de consultation, qui a pour objet d'adresser la problématique de l'innovation dans l'Union européenne et d'introduire des instruments spécifiques permettant d'encourager les entreprises dans leurs efforts d'innovation.
2. Quant à la philosophie de base de la proposition de la Commission, qui est en ligne avec les propositions du plan d'action dans le domaine des aides d'Etat, le Luxembourg partage l'approche de la Commission visant à introduire le concept de défaillance de marché pour appréhender si une aide d'Etat est appropriée ou non, pour autant que cet concept soit complété par une analyse économique.



La Commission identifie dans l'annexe plusieurs types de défaillances de marché. Au-delà des défaillances pertinentes présentées par la Commission, il faudra compléter cette liste par des défaillances systémiques spécifiques à un petit pays.

Je voudrais renvoyer à ce titre à la lettre du 28 février 2005 concernant les observations du Gouvernement luxembourgeois dans le cadre de la révision des lignes directrices régionales sur les aides à finalité régionale, dans laquelle d'autres types de défaillances de marché ont été identifiés.

Au niveau de l'innovation, je voudrais rappeler les défaillances de marché suivantes au Luxembourg :

- absence de masse critique dans le système de recherche et d'innovation ;
 - absence d'un véritable milieu universitaire et de compétences spécifiques ;
 - absence de partenariat voire d'interaction entre le milieu académique et industriel ;
 - absence de marché de capital-risque faute de masse critique ;
 - absence de centres de recherche privés spécialisés ;
 - absence de plateformes dites « open innovation » permettant des « spin in » et « spin out » ;
 - recherche publique défaillante.
3. Etant donné qu'il est extrêmement difficile de dissocier innovation et recherche, le Gouvernement luxembourgeois estime qu'il convient d'intégrer les nouvelles dispositions visant à cibler des activités spécifiques dans le domaine de l'innovation dans l'encadrement de recherche et développement existant.
4. La Commission propose d'introduire des critères ex ante aux fins de l'autorisation des aides d'Etat à l'innovation. Une telle approche est appropriée mais ne devrait pas être limitée aux seules PME. Il convient d'introduire des critères similaires pour les grandes entreprises et ceci pour plusieurs raisons.

Tout d'abord les grandes entreprises constituent le moteur pour les PME, à la fois en amont et en aval des activités des grandes entreprises. Le succès de développement et d'innovation des PME dépend donc largement des grandes entreprises.

Au niveau européen moins de 30% des dépenses de R&D proviennent des PME. Il est illusoire de croire que seules les PME par leurs efforts d'innovation pourraient dynamiser suffisamment l'économie européenne.

Il convient avant tout de stimuler l'esprit d'entreprise, à la fois dans les grandes et petites entreprises.



Enfin, les grandes entreprises fonctionnant le plus souvent en « business units » indépendantes, connaissent les mêmes problèmes de financement que les PME lors de projets d'innovation.

Les autorités luxembourgeoises jugent qu'il est approprié de ne pas limiter les initiatives proposées dans le document de consultation aux PME, mais de les appliquer aussi aux grandes entreprises.

5. En ce qui concerne l'innovation non technologique, il s'agit d'un concept intéressant mais difficile à définir. Le Gouvernement luxembourgeois serait plutôt enclin à limiter les instruments proposés à l'innovation technologique. Je voudrais toutefois faire part des observations de nos chambres professionnelles qui souhaitent inclure l'innovation non technologique et étendre le concept aux activités de service.

Il conviendrait que la Commission définisse clairement ce qu'elle entend par innovation non technologique ainsi que le champ d'application possible (p.ex. service management, design, organisation, créativité....).

Le Manuel d'Oslo pourrait éventuellement servir à préciser le champ d'application.

6. Les autorités luxembourgeoises ne sont pas opposées à l'introduction d'une prime régionale.
7. En ce qui concerne les différentes catégories, il convient d'avoir un paquet de mesures entre différents instruments possibles. Il me tient à cœur de rendre la Commission attentive aux problèmes de préfinancement des « start-up ». Des mesures fiscales ne sont pas de nature à aider une « start-up » qui ne réalise pas de bénéfice. Des subsides directs ainsi que des bonifications d'intérêts, payables en plusieurs tranches, qui préfinancent les projets d'innovation seraient le mieux appropriés.
8. En ce qui concerne les critères proposés aux fins de la définition des entreprises en phase de démarrage, de part notre expérience avec des entreprises sur le terrain, une période de 8 ans serait mieux appropriée que 5 ans. En ce qui concerne l'indépendance, le seul critère de l'emploi devrait être pris en compte. Nous constatons aussi une redondance entre la définition PME et une référence supplémentaire au critère de l'emploi de 50 personnes dans le document de la Commission.

Pour ce qui est du critère de l'innovation, il convient de biffer la référence « dans leur secteur à l'échelon communautaire ». En fait il sera fort difficile pour une PME luxembourgeoise de savoir si en Grèce ou en Irlande, une PME a développé le même produit ou procédé technologique. Ceci est très difficile à documenter.



La base pour appliquer le taux de recherche de 15% n'est pas claire. Il faudra spécifier ce que la Commission entend par « dépenses totales du bénéficiaire ».

Une exonération des cotisations sociales et autres taxes locales est fortement à déconseiller. Etant donné que les taux de cotisation sociale et des taxes locales sont différents selon les pays, une telle exonération créerait une forte distorsion de concurrence.

Un aide de l'ordre de 1 million d'EUR sans définition de coûts admissibles paraît acceptable. Il serait opportun de pouvoir effectuer plusieurs tranches de paiement à l'entreprise, notamment pour garantir un préfinancement suffisant, mais aussi pour ne verser l'aide qu'au fur à mesure de l'avancement du projet et après évaluation successive.

Le concept de risque d'échec industriel n'est pas clair. La Commission devrait le préciser.

La Commission estime que le bénéficiaire ne doit pas être une entreprise en difficulté. Est-ce qu'une « start-up » n'est pas toujours une entreprise en difficulté, puisqu'elle recherche des financements, ne fait pas de bénéfice et sa survie n'est pas garantie d'office?

Dans la mesure où je propose une augmentation de la durée de 5 ans à 8 ans pour le critère de démarrage, un traitement différent pour les secteurs de la haute technologie et des biotechnologies ne semble pas nécessaire.

9. Des aides d'Etat aux jeunes entreprises, indépendamment du critère d'innovation ne devraient pas être autorisées. Des aides aux PME innovantes établies depuis plus de 5 ans, respectivement 8 ans, devraient pouvoir être considérées, du fait que certains projets s'étendent sur des périodes plus longues.
10. Au-delà des aides consenties pour le capital-investissement, toutes les autres aides horizontales ainsi que les aides régionales sont nécessaires pour aider les PME européennes à se développer.
11. Le Gouvernement luxembourgeois accueille favorablement les propositions de la Commission pour soutenir le développement de prototypes et encourager des activités d'innovation plus proche du marché. Afin d'éviter des interprétations différentes, une clarification du concept de « coûts de commercialisation liés à la conception technologique » serait toutefois utile. La formation dans le domaine de la gestion et de la commercialisation devrait avoir un lien direct avec le projet d'innovation pour être éligible pour une aide.



Le niveau d'intensité de l'aide devrait être porté à 25%, taux appliqué également pour les projets de recherche préconcurrentiels.

Ces dispositions devraient être applicables pour les grandes entreprises et ceci pour les raisons mentionnées précédemment.

12. En ce qui concerne les intermédiaires, aucune aide ne devrait être payée aux intermédiaires privés orientés sur le marché. Des bons pour services d'innovation aux PME sont acceptables dans la mesure où le service des intermédiaires est rémunéré aux conditions de marché. Il convient toutefois de se limiter à n'encourager que des services de qualité et en relation avec des démarches d'innovation. A cet effet, le Gouvernement luxembourgeois proposerait de pouvoir prévoir l'introduction d'un label de qualité pour ce type de services.
13. Le Gouvernement luxembourgeois est favorable à un encouragement de la mobilité des chercheurs et ingénieurs. Il faudra veiller à maintenir une cohérence avec d'autres programmes, comme par exemple le programme « Marie Curie ». Il faudra aussi éviter des abus, notamment que les entreprises licencient du personnel pour embaucher du personnel subventionné par des aides publiques.
14. Enfin en ce qui concerne le développement de pôles d'excellence, une approche prudente est de mise et le document de la Commission mérite des clarifications supplémentaires par un dialogue continu avec les Etats membres et les parties concernées.

J'espère que les réflexions et propositions ci-avant seront utiles à vos services pour finaliser un nouveau document. Je reste évidemment à votre disposition pour clarifier nos propositions et dans cette attente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments distingués.

Romain Fouarge
Conseiller de Direction 1^{ère} Classe

Dossier suivi par R. Fouarge, Conseiller de Direction 1^{ère} classe (Tel.: + 352 478-4124)